

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LORIENT AGGLOMÉRATION

Pôle ingénierie et gestion techniques
Direction gestion et valorisation des déchets
CS20001
56100 Lorient

Références : GP/FD/E/2025
Code AIOT : 0005518021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 de l'Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par LORIENT AGGLOMÉRATION implantée à Inzinzac-Lochrist (56650). L'inspection a été annoncée le 23/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection vise aussi à assurer le suivi par rapport aux observations formulées en 2024 et à approfondir quelques points abordés en 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORIENT AGGLOMÉRATION
- 56650 Inzinzac-Lochrist
- Code AIOT : 0005518021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Lorient Agglomération est autorisée, par arrêté préfectoral du 21 mars 2014 modifié, à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le territoire de la commune d'Inzinzac-Lochrist.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Transmission plan incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Alarme et Ronde	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Détection Réparation fuites biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Prélèvements consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Bilan énergétique annuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Isolement réseau assainissement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Moyen alerte secours	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
6	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet
7	Contrôle étanchéité biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
11	canalisations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II	Sans objet
12	plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III	Sans objet
14	Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des demandes de documents et d'action corrective ont été formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan défense incendie
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none">- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manoeuvre ;- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les comptes-rendus des exercices de défense contre les incendies.
Constats : Les modalités ou consignes d'accès au site n'ont pas été présentées. Les plans de situation des moyens en place, des réseaux et des casiers ont été présentés. Ils ont été mis à jour avec le dernier dossier d'ouvrage exécuté réalisé pour la création des casiers A7 et A8 en 2022. Le fichier de suivi des formations du personnel a été présenté. Il a été mis à jour pour la dernière fois le 12/04/25. Le dernier compte-rendu d'exercice incendie réalisé par le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), en avril 2024, a été présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les modalités ou consignes d'accès au site à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Transmission plan incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission plan incendie
Prescription contrôlée : II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.
Constats : Le plan de défense a été mis à jour en 2025. L'exploitant n'a pas pu préciser si ce plan a été transmis au SDIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le justificatif de la transmission du plan de défense au SDIS. Les modalités d'accès sont transmises au SDIS, si cela n'a pas déjà été fait.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de détection incendie
Prescription contrôlée : VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies, défini à l'article 33 bis, sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.
Constats : 4 détecteurs de flammes sont en place sur le site et orientés sur le casier en exploitation avec supervision permettant de lever le doute en cas de déclenchement. Les deux premiers détecteurs installés sont vérifiés tous les mois par l'exploitant par passage d'une flamme devant et contact avec la télésurveillance. L'exploitant n'a pas pu préciser comment étaient vérifiés les deux autres détecteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit préciser comment sont vérifiés les deux autres détecteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Alarme et ronde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Alarme et ronde
Prescription contrôlée : Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
Constats : En dehors des heures d'ouverture, la télésurveillance est rattachée à l'astreinte opérationnelle et l'astreinte décisionnelle. La ronde est organisée tous les soirs à 17h15. L'exploitant n'a pas pu préciser si le délai de 2h après la dernière réception de déchets et avant le départ du personnel est respecté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit préciser si le délai de 2h après la dernière réception de déchets et avant le départ du personnel est systématiquement respecté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyen alerte secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen alerte secours
Prescription contrôlée : VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : Pendant les heures de fonctionnement, le personnel alerte le SDIS si nécessaire avec un téléphone fixe ou avec un portable. En dehors des heures de fonctionnement, la télésurveillance en place (4 caméras thermiques) appelle l'astreinte de Lorient Agglomération qui appelle si nécessaire le SDIS. Au cas où la télésurveillance n'a pas pu joindre l'astreinte, elle appelle le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie
Prescription contrôlée : IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte-rendu.
Constats : Les derniers exercices incendies avec les pompiers de Hennebont ont été réalisés les 2, 5, 8 et 15 avril 2024. Le SDIS a établi un compte-rendu que l'exploitant a présenté. Il ne proposait pas d'action corrective.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors des prochains exercices, l'exploitant pourrait rédiger le compte-rendu pour se l'approprier et pouvoir profiter du retour d'expérience et également mettre en œuvre d'éventuelles actions correctives.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle étanchéité biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle étanchéité biogaz
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. [...] Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. [...]
Constats : Les réseaux biogaz sont contrôlés tous les ans. La Wagabox (unité d'épuration du biogaz produisant du biométhane) fait l'objet d'une maintenance préventive annuelle en février. Un contrôle interne est réalisé toutes les semaines sur toutes les canalisations et de tous les puits tous les mois à l'aide d'un analyseur de gaz portable de marque GEOTECH biogas GA5000. Un fichier excel est en place pour le suivi et le contrôle des installations. Un autre fichier est utilisé pour le relevé des faits marquants (documents présentés). L'exploitant est équipé de 2 appareils de mesure. Wagabox possède aussi un analyseur. Ces appareils sont contrôlés tous les 18 à 24 mois par un organisme extérieur, en décalage pour les deux appareils de l'exploitant pour avoir un appareil toujours disponible. La date du prochain contrôle est précisé lorsqu'on allume l'appareil. Une consigne est en place pour la réalisation de ces contrôles (internes et externes). Les deux analyseurs ont été contrôlés pour la dernière fois en mars 2024 et juillet 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection Réparation fuites biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V
Thème(s) : Risques chroniques, Détection Réparation fuites biogaz
Prescription contrôlée : V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Les appareils utilisés pour la détection sont deux GEOTECH Biogas GA5000 avec un logiciel de réglage. L'exploitant effectue une cartographie méthane tous les 5 ans par la méthode reniflage, la dernière datant d'août 2023. Une étude d'impact odeurs a été réalisée en avril 2025 avec la pose de différents capteurs dans les lieux-dits faisant l'objet de plaintes odeurs. Les mesures effectuées montrent la présence de molécules odorantes (somme de H ₂ S et CH ₃ SH) à des concentrations parfois supérieures aux seuils olfactifs. Ces concentrations restent, néanmoins, très inférieures au seuil de toxicité pour le H ₂ S. Les résultats de mesure de fuites de biogaz ne sont pas présentés dans le rapport annuel d'activité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats de mesure de fuites de biogaz ne sont pas présentés dans le rapport annuel d'activité. L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de cartographie méthane.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prélèvements consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées, informations sur les changements importants de la consommation d'eau.

Constats : L'exploitant effectue un relevé mensuel des consommations d'eaux au réseau communal (4 points de consommation d'eau). La consommation annuelle n'est pas présentée dans le rapport annuel. L'exploitant effectue un suivi sur un tableau excel avec des commentaires en cas de différence, avec une alerte automatique en cas de dépassement du seuil de 100 m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La consommation annuelle d'eau doit être présentée dans le rapport annuel. Le rapport annuel doit être complété.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Bilan énergétique annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, bilan énergétique annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : <ul style="list-style-type: none"> i. des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii. des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii. des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité [...]. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
Constats : Un bilan énergétique est transmis tous les ans dans le rapport annuel d'exploitation. Le biogaz est capté et valorisé par une unité d'épuration pour produire du méthane qui est ensuite délivré dans le réseau GRDF. Des travaux ont été réalisés pour installer de nouveaux panneaux photovoltaïques sur Kermat 1 et Kermat 2. Le bilan énergétique est présenté chaque année dans le rapport annuel. Un rapport technico-économique et environnemental a été réalisé par Lorient Agglomération en 2016 (non présenté).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport technico-économique et environnemental réalisé en 2016 doit être transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II
Thème(s) : Risques chroniques, canalisations
Prescription contrôlée : II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés [...] Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Les plans sont mis à jour à chaque dossier d'ouvrage exécuté, dont le dernier à la pose des panneaux photovoltaïques sur Kermat 1 et Kermat 2.

Un drone passe tous les 6 mois sur Kermat 3 pour relever la position des canalisations biogaz.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
Prescription contrôlée : III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. [...]

Constats :

La dernière mise à jour du plan du site présenté relatif à la pose de panneaux photovoltaïques comprend le plan des réseaux d'alimentation eau, des réseaux de collecte (avec dispositif de protection de l'alimentation / vannes / compteurs / points de surveillance / points de rejets).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Isolement réseau assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement réseau assainissement

Prescription contrôlée :

Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Il y a deux réseaux : eaux pluviales et eaux usées (lixiviats traités). Il existe sur le site des vannes de sectionnement : une sur le bassin d'eaux pluviales Kermat 1, une sur chaque bassin d'eaux pluviales et lixiviats traités Kermat 3 (versant sud et versant ouest) , une vanne globale pour Kermat 3 (lixiviats) ainsi qu'une vanne par casier. Le personnel effectue des rondes incluant la vérification du bon fonctionnement de ces vannes. Ces vérifications ne sont pas consignées dans un registre. Lors de la visite, la vanne de sectionnement d'eaux pluviales Ouest a été vérifiée. La vanne était en position fermée. Le sens de rotation n'est pas précisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La vérification du bon fonctionnement de ces vannes doit être consignée dans un registre. Le sens de rotation pour la fermeture de chaque vanne de sectionnement doit être précisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate. Les installations de stockage et de traitement des effluents aqueux, notamment le traitement par lagunage, sont étanches.
Constats : Un tableau de bord informatisé est en place pour enregistrer les différents incidents ayant entraîné l'arrêt de la collecte - ou du traitement des lixiviats ou biogaz. Ce tableau de bord est suivi mensuellement par la responsable d'exploitation du site. Pour la station de traitement des lixiviats, il y a un tableau de bord spécifique géré par la société OVIVE exploitant la station. Pour la station de traitement du biogaz, il y a un tableau de bord spécifique géré par la société Waga exploitant la station. Le site n'est pas équipé de lagune.
Type de suites proposées : Sans suite